

# Le fond de l'air effraie... et les débats sont durablement animés

Pollution, circulation, ambitions environnementales et autre plan de déplacement, le conseil municipal piqué au vif



Vifs échanges hier soir, dans la salle des États de Provence, Maryse Joissains et Victor Tonin (UMP) ont défendu la politique de la ville face à l'écologiste François Hamy (photo au centre) remonté. / PHOTOS SOPHIE SPITERI

Dire que c'est une querelle entre anciens et modernes serait caricatural. Disons qu'il y a les pressés d'un côté, et ceux qui le sont moins de l'autre. Alors que la loi fait obligation d'évoquer le rapport sur la situation de la ville en matière de développement durable en préambule du débat d'orientations budgétaires, François Hamy (EELV) ironisait, en ouverture du conseil municipal : "Qui a lu le rapport ?". Et de regretter, face à beaucoup d'élus le nez sur leurs souliers, que le conseil municipal rate "une formidable occasion de débat". On ira peut-être pas jusqu'à dire qu'il fut formidable, mais le débat a bien eu lieu.

Quand François Hamy dénonce le manque de cohérence entre les prérogatives environnementales du rapport et le budget 2013, s'afflige de voir des élus de la majorité qui se fichent comme de leur première chemise du Plan climat énergie territorial (PCET) - "Deux réunions et un seul élu de la majorité présent..." - François-Xavier de Peretti (Centre) va droit au but. "Aujourd'hui, 40% de la population aixoise vit dans un environnement où le seuil de pollution est supérieur à ce qui est acceptable en terme sanitaire... Quelles sont les mesures immédiates que vous êtes disposés à prendre, quitte à ce qu'elles soient impopulaires, car la situation ne peut plus durer ? S'il y a des mesures draconiennes à prendre, je suis prêt à le faire", assurait-il.

Les postures drastiques du moins en

**"Quelles sont les mesures immédiates que vous êtes disposés à prendre, quitte à ce qu'elles soient impopulaires ?"**

terme environnemental, pour Maryse Joissains, "ça ne marche pas". "La ville d'Aix n'est de toute façon pas faite pour le nombre de voitures qui y circulent et mettre en place la piétonnisation n'a pas été simple: le tissu économique est fragile, on y est allé petit à petit. Quand, avec la Zapa (1), on a voulu supprimer du centre-ville les voitures anciennes les plus polluantes, on m'a traité de capitaliste et quand on a voulu s'en prendre aux 4x4, là se sont les grands bourgeois, qui me sont tombés dessus... Ce n'est pas simple, il faut aller au rythme de la population". Et des élus, aussi, pas forcément toujours très concernés.

Victor Tonin, adjoint à l'environnement, reconnaissait que le PCET "n'a pas beaucoup mobilisé, il va falloir trouver une autre méthode plus pédagogique...", quand Stéphane Paoli, en charge de la circulation plaquait: "Les pics de pollution se trouvent autour des autoroutes, ce n'est pas le fait de la ville d'Aix... Il y a un an et demi, on avait 14 rues piétonnes, aujourd'hui, il y en a 44, ce n'est peut-être

pas assez mais il n'y a pas de système pur et parfait. D'autant qu'avec les parkings-relais à 2€ la journée et le stationnement en ville à 2€ de l'heure, il y a un véritable dispositif incitatif".

Ah oui? "Je te mets au défi de trier la pollution de l'autoroute et celle du réseau urbain au Pont de l'Arc, d'autant que vous allez encore augmenter les pics avec la polyclinique au Montaignet", ripostait Hervé Guerrera (Parti Occitan). Le rapport? "Une somme de bonnes intentions, déplorable Fleur Skrivan (PS). Mais quid du Plan de déplacement urbain? Il y a des choses sur lesquelles nous aurions pu agir mais en l'absence de PDU, nous ne pouvons pas".

Et dans ce débat inattendu, Victor Tonin et Maryse Joissains de lâcher un "scoop". Le premier expliquant qu'il avait été convoqué par Jean Chorro dans l'après-midi pour... y travailler. La seconde assurant que le même Chorro, absent à cette séance, lui avait promis un PDU pour l'an prochain; ce document obligatoire dont Aix est une des rares villes à n'être pas dotée. "Mais dans un an, ce ne sera plus la peine, il y aura la métropole", s'esclaffait Hervé Guerrera. Un autre débat, tout aussi vif, qui s'est tenu plus tard dans la soirée. **Alexandra DUCAMP**

(1) Zapa, projet expérimental zone d'actions prioritaires pour l'air mis en place par le gouvernement précédent et "abandonné par l'actuel", selon Victor Tonin.

## Polémique sur les antennes-relais

### Halimi au pilori et Maryse chez le Premier ministre ?

"Monsieur Halimi donne de fausses informations quand il dit que les enfants s'intoxiquent dans les poussettes au bord des routes. C'est deux fois pire quand leur mère met la climatisation ou le chauffage à fond dans la voiture", dénonçait, sans qu'on l'ait vraiment interrogé sur la question, Victor Tonin. Pour ceux qui vivent sur Mars, Patrice Halimi est le chirurgien aixois (EELV) qui tacle régulièrement la mairie sur son absence de politique pour lutter contre la pollution atmosphérique ou pour démonter les 15 antennes de téléphonie mobile, qui sont plantées sur le toit d'un HLM de la Pinette. Du coup, François Hamy, qui ne s'est pas fait appeler Raoul mais Halimi pendant un bon moment, a défendu les postures du bon docteur et dénoncé l'immobilisme de la mairie, qui ne s'occupe pas "des Aixois qui souffrent". Patricia Larnaudie, adjointe à l'Éducation et à la Culture, a mis la sienne: "Il faudrait peut-être saisir Delphine Batho (ministre de l'Écologie) et Marisol Touraine (ministre de la Santé) pour qu'Aix soit une ville test pour une étude épidémiologique car celles (de Patrice Halimi) ne sont pas sérieuses scientifiquement: le principe de précaution ne doit pas être un principe d'angoisse". Et d'ajouter "Moi, j'habite à côté d'une énorme antenne et je ne souffre pas". Hervé Guerrera a saisi l'occasion pour rappeler qu'il y a plus d'un an, "une proposition avait été faite pour mettre autour de la table institutionnels et opérateurs pour expérimenter le 0,6V/m (seuil réclamé par les associations au titre du principe de précaution contre 41 la norme actuelle, ndlr)", et qu'il attendait toujours une réponse. Dans la foulée, Maryse Joissains a informé l'assemblée, que le portable, elle ne s'en servait pas et qu'elle avait fait installer internet chez elle, mais qu'elle ne l'avait pas branché! Plus sérieusement, arguant que les antennes-relais relevaient de la responsabilité de l'Etat et que la Ville n'y pouvait pas grand-chose, elle s'est dit "prête à aller en délégation chez le Premier ministre" pour réclamer une expérimentation de baisse des seuils. Et Victor Tonin, après avoir réclamé à l'opposition "d'arrêter de faire son cinéma", d'annoncer qu'il allait rencontrer prochainement les opérateurs. Une séquence théâtrale, certes, mais qui finira peut-être un jour par être utile. **A.D.**

## LA DÉCLARATION

# Salord, Lambert et "la révolution métropolitaine"

Stéphane Salord n'est pas de gauche, et c'est lui qui le dit. Mais il sait "travailler avec". L'ex-UMP, aujourd'hui porte-parole de Génération écologie, tenait conférence de presse commune, hier matin, avec François-Michel Lambert, député (EELV) de la 10<sup>e</sup> sur le thème - très original - de la métropole. Ce qui l'est plus, en revanche, c'est leur plaidoyer pro-métropolitain, qui change des frimas voire des positions radicalement contre des élus locaux du pays d'Aix. C'est aussi, cet allant utopiste, teinté de vert qui les pose à contre-courant des discours du moment, et un peu en retrait de la marche forcée du gouvernement.

L'idée de métropole ne date pas d'hier, rappelait Stéphane Salord, en préambule: "Depuis les années 60, la Datar travaille sur le sujet mais tout a échoué. Aujourd'hui, nous avons la forme, la densité d'une métropole mais pas le fond: et cela provoque une usure de l'espace, du territoire et des gens... Blocage de l'emploi, du développement des logements car on ne travaille pas à la bonne échelle". Les cris-

pations, ils les entendent: "Il faut se rappeler quand même des lois Chevènement, quand on a dit aux Aixois qu'ils allaient être mariés avec Vitrolles... Heureusement qu'aujourd'hui l'Etat force un peu les choses". Et de dresser un constat alarmant:

**C'est ce que j'ai préconisé au gouvernement: faire de cette métropole un laboratoire de la transition énergétique".**

"On rejette dans le pourtour métropolitain 40% de plus de CO2 qu'à Lyon; la part du véhicule individuel augmente considérablement au détriment de la motricité collective; il y a une absence de politique foncière qui provoque mathématiquement la rareté des logements et donc l'augmentation des prix au détriment des plus modestes. Qui plus est, nous sommes le territoire le plus dépendant du point de vue énergétique".



Stéphane Salord et François-Michel Lambert.

/ PHOTO L.P.

"Mais nous avons beaucoup de chance", s'enflamme François-Michel Lambert. Ah bon? Si, si... "Économiquement, le port de Marseille est enviable dans le monde entier, pour son positionnement en Méditerranée, sa connexion avec le Rhône, les voies ferrées et ses milliers d'hectares d'extension possible... Son aire d'influence va bien au-delà de Marseille avec 42 000 emplois directs et indirects. Tout ça justifie pleinement l'idée du gouvernement de se mobiliser autour de cette force qui est réelle. Il faut donc donner une ambition d'excellence à ce territoire, qu'il soit une référence, un modèle que, dans dix ans, les Chinois et les Brésiliens viennent observer. C'est ce que j'ai préconisé au gouvernement: faire de cette métropole un laboratoire de la transition énergétique. Faisons-en une terre d'expérimentation pour entrer enfin dans le XXI<sup>e</sup> siècle avec des transports efficaces, des emplois verts, une maîtrise de l'énergie...". Et Stéphane Salord de répondre en écho: "Voilà, c'est cela qu'il faut faire. Sainte, cela ne sert à rien". Et mainte-

nant ou en 2020, comme a prévu le ministre Lebranchu, soit autant dire jamais. Vues jusqu'ici, les réticences voire les blocages qui se font jour, dans les grandes communes dans les petites communes, chez les élus de droite comme de gauche, ça pourrait être rapidement nada. Mais Salord et Lambert rêvent d'une "appropriation" citoyenne de la question. "Si Marseille ne fait pas rêver, on n'y arrivera pas. Ce qu'il faut, c'est être ambitieux, et faire confiance à la capacité de travail dans la concertation", assure FML. Suivez son regard vers les maires. "Ils pensent que l'on va leur imposer des barres de HLM, mais c'est faux: il faut apprendre à travailler dans la concertation". Une "révolution" dans tous les sens du terme, en somme. "Ici, personne ne veut négocier avec personne, dit le député Stéphane Salord. Pourtant le projet est mûr. Regardez, l'université, la santé, la culture, les trois bases de la société civile ont déjà donné le ton, la société politique ne peut pas être à la traîne".

Alexandra DUCAMP